

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P)

MORBIHAN HABITAT
6, Avenue Edgar DEGAS
CS 62291
56008 VANNES CEDEX



Construction de 18 logements collectifs (12 LLS et 6 BRS)
Avenue de Saint Colomban
à CARNAC

Affaire n°25S0156

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ	5
1. 1 - Objet du marché	5
1. 2 - Type de mission	5
1. 3 - Durée du marché	6
1. 4 - Décomposition en tranches	6
1. 5 - Décision modificative	7
1. 5. 1 - Modification du contrat	7
1. 5. 2 - Prestations similaires	7
ARTICLE 2 - AUTRES INTERVENANTS	9
2. 1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)	9
2. 2 - Coordination Sécurité, Protection de la Santé (CSPS)	9
2. 3 - Contrôle technique	9
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	10
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	10
4. 1 - Assurances	10
4. 1. 1 - Assurances du titulaire	10
4. 1. 2 - Assurances du maître d'ouvrage	11
4. 2 - Obligation du titulaire d'informer l'acheteur de tout changement de situation	11
4. 3 - Attestations	11
4. 3. 1 - Dispositif de vigilance	11
4. 3. 2 - Autorisation d'intervention à proximité des réseaux	12
4. 4 - Déclaration de sous-traitance	12
4. 5 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	13
4. 5. 1 - Exécution de tout ou partie d'un service public	13
4. 5. 2 - Respect des obligations par les sous-traitants	13
4. 5. 3 - Modalités de signalement d'un manquement aux obligations	13
4. 5. 4 - Méconnaissance des obligations	14
4. 6 - Dispositions diverses	14
4. 6. 1 - RGPD – Protection des données à caractère personnel	14
4. 6. 2 - Confidentialité	15
4. 6. 3 - Mesures de sécurité	15
CHAPITRE 2 – EXECUTION DU MARCHÉ	17
ARTICLE 5 - CLAUSE D'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE	17
ARTICLE 6 - ENGAGEMENT SUR LE COUT DES TRAVAUX	17
6. 1 - Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel	17
6. 2 - Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études	17
6. 3 - Engagement sur le coût des contrats de travaux	17
6. 4 - Modifications du projet	18

6. 5 - Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet	19
6. 6 - Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études	19
6. 7 - Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux	19
ARTICLE 7 - Suivi de l'EXECUTION DES PRESTATIONS et DE LEUR RECEPTION.....	19
7. 1 - Ordre de service	19
7. 2 - Langue.....	19
7. 3 - Dématérialisation des échanges	20
7. 4 - Suivi de l'exécution des travaux	20
7. 5 - Réalisation d'un visuel de plans de vente et tableau de surface	20
7. 6 - Achèvement de la mission.....	21
7. 7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	21
ARTICLE 8 - DELAIS - PENALITES	24
8. 1 - Délai d'affermissement des tranches optionnelles	24
8. 2 - Etablissement des documents d'études	25
8. 2. 1 - Etablissement des documents d'étude.....	25
8. 2. 2 - Réception des documents d'étude	25
8. 3 - Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs	25
8. 3. 1 - Délai de transmission au maitre d'ouvrage	26
8. 3. 2 - Pénalités pour retard	26
8. 4 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur.....	26
8. 4. 1 - Délai de vérification	27
8. 4. 2 - Pénalités pour retard	27
8. 5 - Absence de mention de la date de réception du projet de décompte mensuel et de décompte final par le maitre d'œuvre.....	27
8. 6 - Pénalités relatives à la défaillance du maitre d'œuvre dans la mise en œuvre des opérations de réception 27	
8. 6. 1 - Organisation des opérations préalables à la réception	27
8. 6. 2 - Etablissement de la proposition de réception des travaux par le maitre d'œuvre	27
8. 7 - Pénalités relatives à l'établissement du registre de chantier	28
8. 8 - Pénalités relatives à l'absence en réunion de chantier	28
CHAPITRE 3 – PRIX	29
ARTICLE 9 - PRIX DU MARCHE.....	29
9. 1 - Caractéristiques et contenu des prix	29
9. 2 - Avance	29
9. 3 - Variation des prix	30
ARTICLE 10 - REGLEMENT DES COMPTES	30
10. 1 - Acomptes.....	30
10. 1. 1 - Echancier de paiement des acomptes	30
10. 1. 2 - Décompte périodique	32
10. 1. 3 - Décompte général, paiement final, paiement partiel définitif	32
10. 1. 4 - Délais de paiement et intérêt moratoires.....	33

10. 1. 5 - Présentation des factures au format dématérialisé	33
CHAPITRE 4 –RESILIATION ET LITIGES	35
ARTICLE 11 - RESILIATION	35
11. 1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	35
11. 2 - Résiliation du marché aux torts du maitre d'œuvre.....	35
11. 3 - Résiliation en cas de non-respect des engagements sur le coût des travaux en phase étude	35
11. 4 - Modalités de résiliation dans le cadre d'un groupement	36
ARTICLE 12 - LITIGES ET DIFFERENDS	36
CHAPITRE 5 – DEROGATIONS AU CCAG.....	37

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

1. 1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent CCAP est un marché de maîtrise d'œuvre soumis aux dispositions du livre IV de la partie 2 du code de la commande publique (ex loi MOP).

Le marché est un marché de maîtrise d'œuvre dont l'objet est défini dans l'acte d'engagement portant sur la réalisation d'une construction de 18 logements collectifs (12 LLS et 6 BRS) – Avenue de Saint Colomban à Carnac.

Le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

- Tranche ferme : construction de 12 logements locatifs sociaux (LLS).
- Tranche optionnelle : construction de 6 logements en Bail Réel et Solidaire (BRS).

Le marché n'est pas alloti.

1. 2 - Type de mission

Le contenu de ces éléments de mission est défini dans le titre III du livre IV de la partie 2 du code de la commande publique, ainsi que dans l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

En particulier, les études d'avant-projet comprennent l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

L'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) inclut l'assistance au maître d'ouvrage dans la rédaction des pièces administratives et techniques des différents DCE ainsi que dans la négociation avec les entreprises candidates aux différents marchés.

Toutes les fois que celle-ci s'impose, la mission de coordination en matière de Système Sécurité Incendie (SSI), telle que définie par les textes réglementaires et normes en vigueur, notamment les normes 61-931 à 61-939 et leurs normes associées, ainsi que leur guide d'utilisation référencé NF S 61-949, est intégrée dans la mission du maître d'œuvre.

Les études de projet comprennent la création de trois visuels en Haute Définition à destination commerciale/communication (pour les supports de communication de Morbihan Habitat et/ou Morbihan Accession de type flyers, affiches, Kakemonos, plaquettes, réseaux sociaux...). Les trois visuels devront avoir un angle de vue différent. Pour les dossiers comportant de l'accession à la propriété (PSLA, Vente, BRS), le choix des angles de vue devront être validés par le Service communication de Morbihan Habitat.

Pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le maître d'œuvre n'est pas le responsable du projet.

Il assure à ce titre toutes les obligations du responsable du projet à l'exception, s'il n'a commis aucune faute dans l'exécution de cette mission, de la prise en charge financière des conséquences de la découverte d'ouvrages, de modifications ou d'extensions d'ouvrages.

Les éléments relevant de la MISSION DE BASE sont marqués d'un " * "

(Nota : la mission de base peut évoluer en fonction du mode de consultation des entrepreneurs – Article L.2431-3 du code de la commande publique)

MISSION	ABREVIATION Bâtiment neuf
Etudes d'esquisse* ou Diagnostic	ESQ*
Etudes d'avant-projet sommaire*	APS*
Etudes d'avant-projet définitif*	APD*
Etudes de projet*	PRO*
Assistance à la passation des contrats de travaux *	ACT*
Visa *	VISA*
Etudes d'exécution : . sur certains lots (voir détail ci-dessous - art. 3.3)	EXE
Direction de l'exécution des travaux *	DET*
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement *	AOR*
Ordonnancement - Pilotage- Coordination	OPC
Quantitatif pour l'ensemble des lots	Quantitatif
Permis de construire	PC
Création de 3 visuels à destination commerciale/communication (pour supports de communication Morbihan Habitat et/ou Morbihan Accession)	COM

Etudes d'exécution :

Le maître d'œuvre :

☐ n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.

☒ est chargé des études d'exécution sur le(s) seul(s) lot(s) ci-après désigné(s) :

Lot fluides

Lot VRD

Si l'entrepreneur est chargé de l'établissement de tout ou partie des études d'exécution des ouvrages, ces documents seront soumis au visa du maître d'oeuvre et au visa du contrôle technique, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG travaux.

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'œuvre une mission dont les éléments constitutifs sont les suivants :

1. 3 - Durée du marché

La durée du marché est définie à l'article F de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des prestations du maître d'œuvre et de ses cotraitants commence à compter de la date de notification du marché et s'achève à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

1. 4 - Décomposition en tranches

Les prestations sont décomposées en 2 tranches définies comme suit :

Tranche ferme : construction de 12 logements locatifs sociaux.

Tranche optionnelle : construction de 6 logements en BRS.

Les missions confiées sont décomposées par tranche de la façon suivante :

Eléments de mission	Tranche ferme	Tranche optionnelle
Etudes d'esquisse * (ESQ)	X	X
Etudes d'avant-projet sommaire * (APS)	X	X
Permis de construire * (PC)	X	X
Etudes d'avant-projet définitif* (APD)	X	X
Etudes de projet* (PRO)	X	X
Assistance à la passation des contrats de travaux* (ACT)	X	X
Visa* (VISA) Etudes d'exécution (EXE) * : - sur certains lots (voir détail ci-dessous art 3.3.)	X	X
Direction de l'exécution des travaux* (DET)	X	X
Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement * (AOR)	X	X
Ordonnancement – Pilotage – Coordination (OPC)	X	X
RE 2020 (seuil 2025)	X	X
Quantitatif pour l'ensemble des lots	X	X
Réalisation de 6 plans de vente		X

En cas de marché à tranche, il ne sera pas fait application d'une indemnité d'attente et il ne sera pas fait application d'une indemnité de dédit pour non exécution d'une tranche optionnelle.

1. 5 - Décision modificative

1. 5. 1 - Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat peut être modifié, conformément aux articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

1. 5. 2 - Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1. 5. 3 - Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du CCAG MOE, quelle que soit la nature du groupement.

- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, par **dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG MOE**:
 - o soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
 - o soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché, mais sans indemnité.

Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution :

En cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, il sera fait application des dispositions de l'article 15.1, par **dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG MOE**.

Evolution de la réglementation :

Le présent article s'applique, en complément des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG MOE, en cas d'évolution en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage au maître d'oeuvre afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Le maître d'oeuvre n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/16^e du montant du marché, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

En ce cas, le maître d'ouvrage prendra en charge à hauteur de 80% les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

ARTICLE 2 - AUTRES INTERVENANTS

2. 1 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) est une mission complémentaire du contrat (à chiffrer)

2. 2 - Coordination Sécurité, Protection de la Santé (CSPS)

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est en cours d'attribution.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 sur 31 décembre 1993).

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre devra fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur est soumis au maître de l'ouvrage.

2. 3 - Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé assurant les missions suivantes :

LP, SH, HAND, TH (compris mesures acoustiques), PH, HAND-ATT, TH-ATT, Acoustique-ATT, DPE, PV.

Il est toutefois précisé que le concepteur devra soumettre au contrôleur technique pour avis l'ensemble des dossiers d'études. Le concepteur devra obtenir l'avis favorable de celui-ci sur les dispositions techniques retenues, tant au niveau des études, que de l'exécution des travaux.

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces contractuelles sont, par ordre de priorité, celles visées dans l'acte d'engagement (article D).

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

4. 1 - Assurances

4. 1. 1 - Assurances du titulaire

Assurance de responsabilité civile générale :

Le titulaire unique du contrat, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la consultation, par **dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE**, puis en cours d'exécution des prestations, si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage et à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'œuvre.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

En cas de groupement avec mandataire solidaire, le mandataire devra également être couvert y compris en cas de faute, erreur ou omission imputable à un des autres membres du groupement.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

Assurance de responsabilité civile décennale :

Le titulaire unique du contrat, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moment de l'attribution du marché, par **dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE**, au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement mentionner :

- Les missions ou activités garanties conformes à celles réalisées au titre du présent marché,
- Etre en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du titulaire unique du contrat ou de chacun des cotraitants en cas de groupement,
- Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir :
 - Pour les ouvrages à destination d'habitation : La garantie est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage comprenant également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.
 - Pour les autres ouvrages : La garantie est limitée au montant du coût total de construction TTC déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s'entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation de l'opération de construction, toutes

révisions, honoraires et, s'il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l'article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d'ouvrage au titre d'une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l'entrepreneur responsable d'un dépassement des délais contractuels d'exécution.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement sera tenu également de s'assurer pour

- la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code civil,
- la garantie des dommages aux existants en cas de travaux de réhabilitation,
- la garantie des dommages immatériels consécutifs aux dommages de nature décennale ou aux garanties visées ci-dessus.

4. 1. 2 - Assurances du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire les assurances suivantes :

- ☒ Responsabilité Civile
- ☒ Dommages-Ouvrages
- ☐ Tous Risques Chantier (à définir).
- ☒ Constructeur Non Réalisateur

Dans l'hypothèse où la responsabilité d'un ou plusieurs intervenant(s) au titre d'un sinistre Tous Risques Chantier serait démontrée, il est entendu que le(s) responsable(s) précités supporteront la franchise contractuelle Tous Risques Chantier.

4. 2 - Obligation du titulaire d'informer l'acheteur de tout changement de situation

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de toute modification de situation, y compris celles affectant son statut afin que l'acheteur prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

4. 3 - Attestations

4. 3. 1 - Dispositif de vigilance

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra produire au maître d'ouvrage ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants à l'attribution du marché.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d'assurances sont à produire dans les conditions indiquées ci-dessus.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité, sera à remettre dans le délai mentionné au règlement de consultation.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au maître d'ouvrage une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

4. 3. 2 - Autorisation d'intervention à proximité des réseaux

A compter du 01 janvier 2018, toute personne intervenant à proximité des réseaux doit disposer d'une **Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR)**.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette autorisation sur demande du maître d'ouvrage et ce dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le marché est résilié sans indemnité pour faute du titulaire conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

4. 4 - Déclaration de sous-traitance

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Maitrise d'œuvre.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG Maitrise d'œuvre.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
- Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant

- Une attestation d'assurance décennale en cours de validité
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 et L.2141-4,1° et 3° du code de la commande publique
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du sous-traitant permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant ;
- Un devis détaillé des prestations sous-traitées
- Un RIB cacheté et signé.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 34 du CCAG Maîtrise d'œuvre).

4. 5 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

4. 5. 1 - Exécution de tout ou partie d'un service public

Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

4. 5. 2 - Respect des obligations par les sous-traitants

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

4. 5. 3 - Modalités de signalement d'un manquement aux obligations

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Direction des affaires juridiques et des achats de Morbihan Habitat

Il informe sans délai l'acheteur ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

4. 5. 4 - Méconnaissance des obligations

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

4. 6 - Dispositions diverses

4. 6. 1 - RGPD – Protection des données à caractère personnel

a) RGPD – Traitement des données à caractère personnel

Les supports informatiques fournis par MORBIHAN HABITAT et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultants de leur traitement par la société titulaire du marché demeurent la propriété de MORBIHAN HABITAT.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement confidentielles.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la société titulaire du marché s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société titulaire du marché s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf accord préalable écrit de MORBIHAN HABITAT ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat ;
- Et en fin de mission, à procéder à la destruction définitive des documents et supports d'informations confiés par société-Y et de toutes les copies qui auraient été réalisées pour le besoin de la prestation.

Le prestataire s'engage à respecter et impose à son personnel ainsi qu'à ses fournisseurs et éventuels sous-traitants, la présente clause de confidentialité. Le prestataire ne peut agir que sur instruction de MORBIHAN HABITAT.

MORBIHAN HABITAT se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société titulaire du marché.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

MORBIHAN HABITAT pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au maître d'ouvrage d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

4. 6. 2 - Confidentialité

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du maître d'ouvrage, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

4. 6. 3 - Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le maître d'ouvrage dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

CHAPITRE 2 – EXECUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 5 - CLAUSE D'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

Sans objet

ARTICLE 6 - ENGAGEMENT SUR LE COUT DES TRAVAUX

6. 1 - Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux (Cp) sur la base de l'exécution des études d'Avant-Projet Définitif (APD).

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément APD est supérieur à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage à l'article E de l'acte d'engagement, celui-ci peut refuser de réceptionner les prestations. Dans ce cas, l'élément de mission est ajourné et le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus. En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire.

6. 2 - Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études

La mission du maître d'œuvre comporte l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux. Le coût prévisionnel des travaux étant arrêté à la remise de l'APD, le seuil de tolérance est égal à 5%.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Pour permettre la comparaison entre le coût prévisionnel arrêté des travaux et le coût résultant de la consultation des entreprises, les montants des marchés de travaux et le coût prévisionnel seront ramenés à la date du mois Mo du présent marché (défini en première page de l'acte d'engagement) par utilisation des index BT01 pour le bâtiment et TP01 pour l'infrastructure. Ce coefficient de réajustement sera arrondi au millième supérieur.

En cas de dépassement du seuil de tolérance (outre les dispositions du 6.6 ci-dessous), le maître d'ouvrage ou son représentant peut demander par ordre de service au maître d'œuvre la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance, sans rémunération supplémentaire.

À défaut du respect de ces engagements, le contrat de maîtrise d'œuvre peut être résilié dans les conditions définies à l'article 12 du présent CCAP.

6. 3 - Engagement sur le coût des contrats de travaux

Lorsque la mission confiée au maître d'œuvre comporte la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance lors des opérations de réception, le seuil de tolérance est fixé à 3 %.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. Le montant des dépenses de travaux résulte des décomptes généraux des marchés et factures émises par les entreprises pour la réalisation de l'opération.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois Mo travaux hors révision, pénalités, primes.... Et TVA).

Pour effectuer cette comparaison en cas de pluralité de marchés de travaux comportant des valeurs de base différentes (Mois Mo différents selon la date de passation des marchés du fait de l'étalement des besoins dans le temps), le montant initial et le coût constaté de chaque marché de travaux sera ramené en valeur de base du premier marché signé.

Le maître d'œuvre présentera dans son décompte mensuel intégrant la partie de l'élément de mission "remise du décompte général des travaux" de l'élément DET tous les calculs permettant un premier contrôle par le maître d'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux et les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés pourra être bloquée si ces calculs ne sont pas fournis.

Le maître d'œuvre présentera un tableau complémentaire intégrant les éventuelles réclamations des entreprises avec son projet de décompte général. Le solde du marché pourra être bloqué si ces calculs ne sont pas fournis.

Pour vérifier le respect de cet engagement, le maître d'œuvre calcule l'écart entre :

- le coût initial qui est la somme de tous les contrats de travaux résultant des marchés signés, augmenté du coût des commandes qu'il était nécessaire de prévoir pour la réalisation de l'ouvrage en valeur de base.

- le coût constaté qui est la somme, en prix de base, des montants de travaux résultant des décomptes généraux des marchés, augmenté du coût des factures conclues pour la réalisation de l'ouvrage, ramené, s'il y a lieu, en valeur de base du premier marché signé.

Si l'écart excède le seuil de tolérance ci-dessus, la rémunération du maître d'œuvre est réduite conformément aux dispositions de l'article 6.7 du présent CCAP.

6. 4 - Modifications du projet

Elles peuvent intervenir du fait de trois sortes d'aléas :

- a) **Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution** par suite d'imprévisions dans ses études, de réserves du contrôleur technique, de non observation des DTU ou d'erreurs dans la conduite des travaux, même en cas d'accord du maître d'ouvrage.

En ce cas, il n'est pas fait application de l'article 14 du CCAG MOE (**dérogation à l'article 14**) et si elles entraînent des plus ou des moins-values sur le coût constaté des travaux, la rémunération du maître d'œuvre subira la réfaction éventuelle résultant du non-respect de l'engagement sur le coût des travaux.

- b) **Modifications/précisions de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle demandées par le maître d'ouvrage** : il sera fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG MOE. La négociation financière tient compte de l'évolution de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et des incidences sur le coût prévisionnel des travaux.

- c) **Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage** (par exemple à la suite d'un changement de la réglementation postérieurement à la notification du marché de travaux) : se reporter aux conditions fixées à l'article 1.2.3. du présent CCAP.

6. 5 - Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet

Ce cas peut se produire si surviennent certaines difficultés au cours de la réalisation des travaux (A titre d'exemple, lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier). Le maître d'œuvre ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers, sans modification du forfait de rémunération initial.

6. 6 - Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études

Au cas où après consultation des entreprises, le montant des offres retenu par le maître d'ouvrage dépasse les limites du seuil de tolérance ; si le maître d'ouvrage décide de ne pas résilier le marché, le maître d'œuvre recommence ses études à ses frais afin de respecter le coût de travaux prévisionnel augmenté de la marge de tolérance. Le maître d'ouvrage fixe par ordre de service le délai maximum de reprise des études. Les clauses de pénalités pour retard dans la présentation des documents d'études fixées à l'article 11 du présent CCAP et, s'il y a lieu, de l'acte d'engagement, sont applicables.

6. 7 - Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux

En cas de dépassement excédant le seuil de tolérance fixé par le contrat, la rémunération du maître d'œuvre sera réduite.

Si le coût constaté est supérieur au coût prévisionnel augmenté de la tolérance résultant de l'application du seuil tel que défini à l'article 6.3 du CCAP, le concepteur supporte une pénalité. Cette pénalité est égale à la différence entre le coût constaté et le coût toléré résultant de l'application du seuil de tolérance multiplié par le taux de 10%.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

En cas de marché confié à un groupement, le mandataire devra indiquer à l'acheteur la répartition de la réduction d'honoraires. A défaut de réponse dans un délai de 15 jours à la mise en demeure adressée par le maître d'ouvrage de lui indiquer cette répartition, la réduction d'honoraires sera appliquée en totalité au mandataire du groupement.

Mesures conservatoires : Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs visés à l'article 6.4 et devant faire l'objet d'un avenant) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 6.3 ci-dessus, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées, à titre conservatoire, à la diligence du maître d'ouvrage ou de son représentant, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

ARTICLE 7 - SUIVI DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET DE LEUR RECEPTION

7. 1 - Ordre de service

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront préparés par le maître d'œuvre puis transmis au maître d'ouvrage qui les numérottera, les datera et les notifiera au titulaire.

Seuls les ordres de service notifiés par le maître d'ouvrage lui seront opposables.

7. 2 - Langue

Afin de permettre au maître d'ouvrage d'exercer son obligation de prévention et de vigilance, et sur demande du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé, du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, les

titulaires des marchés de travaux sont tenus de recourir, à leurs frais, à un interprète qualifié dans les langues concernées, si les personnels présents sur le chantier, quelle que soit leur nationalité, ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de la langue française pour leur permettre de comprendre la réglementation sociale en application du Code du travail.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais des titulaires des marchés de travaux.

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le maître d'ouvrage désignera un ou des interprètes de son choix.

7.3 - Dématérialisation des échanges

Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les conditions suivantes :

Dans le cadre de la mise en place de la dématérialisation, le maître d'œuvre devra impérativement fournir le dossier de consultation des entreprises sous format numérique. Il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Word, Excel, PowerPoint, RTF, DWG, JPG, AVI ...).

Il devra comprendre :

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (Architecte et Bureau d'Etudes)
- les avant-métrés TCE
- un dossier de plans complet

7.4 - Suivi de l'exécution des travaux

Le maître d'œuvre est chargé de prendre les décisions et d'accomplir les tâches qui lui incombent aux termes du CCAG travaux applicable aux marchés de travaux dont il assure la direction en tenant compte des éventuelles dérogations insérées dans les marchés de travaux.

Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations de son marché de travaux.

7.5 - Réalisation d'un visuel de plans de vente et tableau de surface

Les études de projet comprennent la création de trois visuels en Haute Définition à destination commerciale/communication (pour les supports de communication de Morbihan Habitat et/ou Morbihan Accession de type flyers, affiches, Kakemonos, plaquettes, réseaux sociaux...). Les trois visuels devront avoir un angle de vue différent. Pour les dossiers comportant de l'accession à la propriété (PSLA, Vente, BRS), le choix des angles de vue devront être validés par le Service communication de Morbihan Habitat.

Ces visuels sont à remettre dans un délai de 15 jours à compter du démarrage de la mission PRO.

L'utilisation des résultats est régie par le chapitre V du CCAG MOE et par l'article 7.4.4 ci-dessous.

Surface Habitable

Par ailleurs, le maître d'œuvre s'engage à remettre au maître d'ouvrage, sept jours ouvrables au moins avant la date de la fin des travaux de l'opération immobilière, un tableau des surfaces habitables de l'intégralité des logements. Certains locaux pourront faire l'objet d'un détail spécifique en fonction de leur affectation par le maître d'ouvrage (locaux d'activité ou logements destinés à la location-accession).

7. 6 - Achèvement de la mission

Sauf la réserve énoncée ci-dessous, la mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) exceptionnellement, après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou les désordres constatés pendant le délai de garantie ne sont pas tous levés à la fin de cette période. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou à la réparation du désordre.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf prolongation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la dernière levée des réserves.

La mission de maître d'œuvre se prolongera au delà de la date d'achèvement définie ci-dessus, en cas de réclamation formulée par les titulaires des marchés de travaux sur leur décompte général jusqu'à la résolution amiable ou contentieuse du différend. Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage sur toutes les réclamations formulées.

Dans tous les cas, le maître d'œuvre doit solliciter du maître d'ouvrage une décision d'admission. Celui-ci dispose d'un délai de deux mois pour notifier sa décision au maître d'œuvre selon les modalités prévues à l'article 21 du CCAG MOE.

L'absence de décision dans ce délai vaut décision d'admission sans réserve.

En cas de marché à tranches, chaque tranche fait l'objet d'une décision d'admission distincte.

7. 7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

7.7.1 - Application des principes généraux de prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, au même titre que le maître d'ouvrage et le coordonnateur, le maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en oeuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au maître d'œuvre.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'intervention ultérieures à la réception de l'ouvrage.

7.7.2 - Collaboration dans la phase des études

Le maître d'œuvre est tenu d'associer le coordonnateur dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Le maître d'oeuvre communique directement au coordonnateur S.P.S. :

* tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;

- * tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- * la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- * le calendrier détaillé d'exécution.

Il devra convoquer le coordonnateur à toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission.

Le maître d'oeuvre s'engage à :

- * fournir au coordonnateur S.P.S., à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- * respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, précisées lors de la réunion de lancement.

Le maître d'œuvre devra tenir compte des observations du coordonnateur ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

Tout différend entre le maître d'oeuvre et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

7.7.3 - Mesures d'organisation générale du chantier

Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du maître d'œuvre, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'oeuvre consulte le coordonnateur S.P.S. et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si le chantier vu le nombre d'entreprises et l'effectif des travailleurs le rend obligatoire.

Le maître d'oeuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur S.P.S. dans le registre journal de la coordination. Il répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

7.7.4 – Utilisation des résultats – Régime des droits

Conformément aux dispositions du CCAG, en contrepartie de la rémunération versée, le maître d'œuvre concède à titre non exclusif au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats dans les conditions fixées au CCAG ainsi que celles précisées par le présent CCAP.

En complément des dispositions du CCAG, ces droits comprennent, notamment :

- le droit de reproduction des résultats : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des résultats, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique ou électronique ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les résultats par tout moyen de diffusion, notamment par voie d'exposition, et/ou support électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique, par les réseaux notamment internet et/ou intranet et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;

- le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus du marché, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois.

Par ailleurs, au titre du présent contrat, le maître d'ouvrage dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits concédés dans la limite des besoins découlant du marché.

En tant que de besoin et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes la concession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, CD ou DVD.

Par dérogation à l'article 24 du CCAG MOE, le titulaire du marché cède au maître d'ouvrage, sans rémunération supplémentaire, le droit de reproduire l'image du ou des ouvrages réalisés à partir de ses études. Ainsi, il cède ce droit à titre exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, le droit de :

- Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, de faire reproduire ou d'autoriser un tiers à reproduire, notamment par fixation, enregistrement, numérisation, sans limitation de nombre, tout ou partie des images fixes ou animées, sur tout support et/ou moyen notamment support papier, optique, magnétique, numérique, informatique, audiovisuels sous forme de vidéogrammes ; reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de faire représenter ou d'autoriser un tiers à représenter les images fixes ou animées par tout moyen, notamment par voie d'exposition, et/ou support papier, électronique, numérique, informatique, télématique, de télécommunications et de communication électronique et ce, auprès du public en général ou de catégories de public en particulier ;
- pour le droit de communication : le droit de communiquer, de faire communiquer ou d'autoriser un tiers à communiquer les images fixes ou animées, notamment la mise à disposition du public ou de catégories de public, par fil ou sans fil, y compris câble, satellite, réseau téléphonique, ondes hertziennes, de manière à ce que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;
- pour le droit de distribution : le droit de distribuer, faire distribuer ou autoriser un tiers à distribuer et particulièrement par la mise sur le marché, à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des images fixes ou animées, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support et ce, pour tout public et sans limitation ;
- pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les images fixes ou animées, notamment de modifier, de retoucher le cadrage, la couleur, le format d'image, de mixer, assembler, condenser les images, d'incorporer des éléments textuels et d'en assurer la portabilité sur tout support, et ce, en une ou plusieurs fois ;

En conséquence de la cession des droits consentis, le maître d'ouvrage est libre d'exploiter et/ou d'autoriser un tiers à exploiter la reproduction de l'image fixe et/ou animée du bâtiment fixée sur tout support pour les modes d'exploitation visés ci-après sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Dans le domaine de la presse : pour toute insertion de toute nature dans tout magazine, quotidien, revue périodique ou non, revue interne et d'une manière générale toute publication gratuite ou payante en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques;
- Dans le domaine de l'édition : pour être intégré dans tout ouvrage, livre, guide, carte postale, fascicule, catalogue, plaquette, dépliant, brochure, prospectus, affiches que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit ;

- Dans le domaine de l'évènementiel : par l'organisation d'expositions, itinérantes ou non, y compris les expositions dans l'environnement numérique, sur tous supports;
- Dans le domaine de la communication et de la publicité : pour tout type de publicité, de promotion ou de prospection, pour être intégré dans un vidéogramme, dans une présentation power point ou sous tout autre format, au sein d'un site web ou wap, portail ou intranet ;
- Par la constitution d'une base de données d'images.

La cession ainsi consentie au maître d'ouvrage ne prive cependant pas le titulaire d'exercer par lui-même, concurremment, les mêmes droits d'exploitation sur l'image des ouvrages, notamment pour la réalisation d'un livre de photos de ses travaux.

ARTICLE 8 - DELAIS - PENALITES

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire conformément à l'article G de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné, **par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG MOE**.

En cas de marché confié à un groupement d'opérateurs pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes séparés, le mandataire devra indiquer au maître d'ouvrage la répartition des pénalités entre les membres du groupement. En l'attente de ces indications, les pénalités qui peuvent être appliquées seront retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire du groupement.

8. 1 - Délai d'affermissement des tranches optionnelles

La décision du maître d'ouvrage, prescrivant l'affermissement d'une tranche optionnelle, est notifiée au titulaire, par ordre de service.

Délai maximum d'affermissement :

<u>Tranche optionnelle</u> : Construction de 6 logements en BRS (Bail Réel et Solidaire)	12 mois à compter de l'OS de démarrage des travaux de la tranche ferme
--	--

Si la décision du maître d'ouvrage d'affermir la tranche ou de renoncer à l'exécution de la tranche optionnelle ne lui est pas notifiée dans ce délai, ou le cas échéant postérieurement à ce délai, le titulaire peut mettre en demeure le maître d'ouvrage de décider d'affermir ou non la tranche optionnelle. En l'absence d'une décision du maître d'ouvrage notifiée au titulaire dans un délai de 15 jours de la réception de la notification de la demande, les parties sont déliées de toute obligation pour cette tranche sans préjudice de l'application des indemnités d'attente ou de dédit dans les conditions définies au présent marché le cas échéant .

Le cas échéant, dans ce délai, le maître d'ouvrage pourra proposer au titulaire le report de la date limite d'affermissement. Si le titulaire en est d'accord, un avenant fixera les modalités de ce report (nouveau délai d'affermissement, indemnisation éventuelle, nouvelle indemnisation d'attente ou de dédit, modifications affectant le cas échéant la durée d'exécution globale du marché).

En tout état de cause, à l'expiration du délai d'exécution global du marché, éventuellement prolongé, le maître d'ouvrage sera considéré comme ayant renoncé à l'exécution des tranches optionnelles non encore affermies.

8. 2 - Etablissement des documents d'études

8. 2. 1 - Etablissement des documents d'étude

L'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents d'études, ainsi que leur point de départ.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans la remise des documents d'études, le maître d'œuvre subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 1/200e du montant, **en prix de base hors TVA**, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée.

8. 2. 2 - Réception des documents d'étude

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Eléments de la mission	Support	Nombre d'exemplaires
Esquisse	électronique	1
Avant-projet sommaire	électronique	1
Avant-projet définitif	électronique	1
Etudes de projet	électronique	1
Assistance pour la passation des contrats de travaux		
Etudes d'exécution		
VISA		
Direction de l'exécution du contrat de travaux		
Assistance lors des opérations de réception		

En application de l'article 20.2, dernier alinéa du CCAG Maîtrise d'œuvre, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 2 mois.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 26 alinéa 2 du CCAG Maitrise d'œuvre (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8. 3 - Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le circuit dématérialisé via Chorus Pro qui s'impose aux entreprises et au maître d'ouvrage et de procéder en conséquence à la vérification des projets de décomptes mensuels déposés par voie électronique sur Chorus Pro par les entreprises. Le maître d'œuvre est tenu de récupérer les demandes de paiement des entreprises dans Chorus Pro et de les déposer, avec son visa, dans ce circuit dématérialisé.

Pour ce faire, le maître d'ouvrage lui transmettra les modalités pratiques de son habilitation pour accéder aux outils et les éléments nécessaires à l'identification du marché concerné sur Chorus Pro.

8. 3. 1 - Délai de transmission au maître d'ouvrage

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Après vérification, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel. A partir de celui-ci le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre devra indiquer sur l'état d'acompte la date à laquelle il a reçu le projet de décompte.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui visera les projets de décompte après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres cotraitants.

8. 3. 2 - Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, si le délai fixé à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sans mise en demeure préalable, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé à 1/2000 du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant.

Après mise en demeure restée infructueuse d'avoir à produire l'état d'acompte dans un délai de 7 jours, le maître d'ouvrage ou son représentant peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

8. 4 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur, conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. En cas de défaillance du titulaire dans la production de son projet de décompte final, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final dans les conditions fixées à l'article 12.3.4 du CCAG Travaux.

A partir du décompte final, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

Le maître d'œuvre devra indiquer sur le projet de décompte final la date à laquelle il a reçu le projet de décompte.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui acceptera ou rectifiera le projet de décompte final et établira le décompte général après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres co-traitants.

Le maître d'œuvre est tenu de procéder à la vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur déposé par voie électronique sur Chorus Pro. Pour ce faire, le maître d'ouvrage lui transmettra les modalités pratiques de son habilitation pour accéder aux outils et les éléments nécessaires à l'identification du marché concerné sur Chorus Pro.

8. 4. 1 - Délai de vérification

Le délai pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 15 jours à compter de l'accusé de réception du document.

8. 4. 2 - Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans la vérification du décompte final et dans l'établissement du décompte général, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/2000 du montant Hors TVA du décompte général.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage ou à son représentant les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage ou son représentant le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage ou son représentant peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

8. 5 - Absence de mention de la date de réception du projet de décompte mensuel et de décompte final par le maître d'œuvre

En l'absence de mention de la date de réception ou de la date de remise du projet de décompte mensuel et du projet de décompte final des titulaires des marchés de travaux, le maître d'œuvre se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 200 Euros.

8. 6 - Pénalités relatives à la défaillance du maître d'œuvre dans la mise en œuvre des opérations de réception

8. 6. 1 - Organisation des opérations préalables à la réception

Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG travaux, un abattement de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le maître d'ouvrage pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

Par ailleurs, si le maître d'ouvrage a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre.

8. 6. 2 - Etablissement de la proposition de réception des travaux par le maître d'œuvre

Délai d'établissement de la proposition de réception des travaux :

Le délai d'établissement par le maître d'œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé à l'article G de l'acte d'engagement, ou à défaut, par les cahiers des charges des marchés de travaux (CCAP ou CCAG travaux rendu contractuel) passés sous le contrôle du maître d'œuvre.

Pénalités pour non-respect du délai d'établissement de la proposition de réception des travaux :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé par jour de retard calendaire à 1/200^e

du montant en prix de base hors TVA de l'élément de mission Assistance aux Opérations de Réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR).

Pénalités pour non-respect du délai de transmission au maître d'ouvrage du PV de levée des réserves :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans la transmission au maître d'ouvrage du PV de levée des réserves, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est fixé par jour de retard calendaire à 1/200e du montant en prix de base hors TVA de l'élément de mission Assistance aux Opérations de Réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR).

8. 7 - Pénalités relatives à l'établissement du registre de chantier

En l'absence de mention de la date de réception ou de la date de remise du projet de décompte mensuel et du projet de décompte final des titulaires des marchés de travaux, le maître d'œuvre se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 200 euros.

8. 8 - Pénalités relatives à l'absence en réunion de chantier

En l'absence aux réunions de chantier, le maître d'œuvre se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 70 euros.

CHAPITRE 3 – PRIX

ARTICLE 9 - PRIX DU MARCHÉ

9. 1 - Caractéristiques et contenu des prix

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG MOE, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix du marché hors taxe.

9. 2 - Avance

Une avance est accordée au prestataire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché, dans l'acte d'engagement.

Dans le cas d'un marché à tranches, chaque tranche sera considérée comme un marché distinct pour la mise en œuvre de l'avance. Toutes les modalités définies ci-dessous relative au marché s'appliquent alors à chacune des tranches affermies.

Montant de l'avance :

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à 10 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Option A

Si le maître d'œuvre, cotraitant et/ou sous-traitant est une PME, en application de l'article A 11.1 du CCAG, le taux de l'avance est fixé à 30%.

Si le maître d'œuvre, cotraitant et/ou sous-traitant n'est pas une PME, en application de l'article A 11.1 du CCAG, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Les taux fixés ci-dessus sont des maximums, le titulaire peut solliciter le versement d'une avance inférieure dans les mêmes conditions de garantie que prévues ci-dessous.

Conditions de garanties pour le versement de l'avance :

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Bénéficiaires de l'avance :

Lorsque le marché est passé avec un prestataire (contractant) unique, avec des prestataires groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont

applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

La demande de versement d'avance présentée par un sous-traitant doit être transmise par le titulaire du marché ou le mandataire en cas de groupement.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Modalités de règlement de l'avance :

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité dans les conditions ci-après : La remise de la garantie à première demande doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution du marché. Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution éventuelle n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité d'obtenir cette avance.

Modalités de résorption de l'avance :

La résorption de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant initial du marché, s'effectuera selon les modalités suivantes : l'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès la première demande de paiement en fonction du montant à régler.

9. 3 - Variation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG MOE, les prix du marché sont traités à prix global et forfaitaires. Ils sont non révisables et non actualisables.

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES COMPTES

Les articles 11.2 à 11.8 du CCAG MOE sont complétés par les dispositions suivantes.

10. 1 - Acomptes

Les règlements des éléments de mission s'effectueront **sous forme d'acomptes mensuels** dont le montant sera estimé proportionnellement à l'avancement de l'exécution des différentes missions et dans la limite de l'échéancier ci-dessous. Le pourcentage servant de base au calcul de chaque demande de paiement d'acompte devra avoir obtenu l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

10. 1. 1 - Echéancier de paiement des acomptes

Elément mission	de	Périodicité des paiements
-----------------	----	---------------------------

Esquisse (ESQ)	<p>Le règlement des prestations incluses dans l'élément « Esquisse » ne peut intervenir qu'après achèvement total et réception de l'élément par le maître de l'ouvrage (ou réception tacite) donc 100% après approbation.</p> <p>Toutefois, elles doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de la mission, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution.</p>
Etudes d'avant-projet sommaire (APS)	Les prestations incluses dans l'élément APS ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de l'élément et réception par le maître de l'ouvrage (ou réception tacite) donc 100% après approbation.
Etudes d'avant-projet définitif (APD)	<p>Les éléments APD sont réglés en 2 fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 75 % au dépôt du permis de construire - 25 % après l'obtention du permis de construire sans recours.
Etudes de projet (PRO)	<p>100% après approbation.</p> <p>Toutefois, elles doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.</p>
ACT et études d'exécution (EXE)	<ul style="list-style-type: none"> - 50% : Après réception du dossier de consultation des entreprises complet et validé par le maître d'ouvrage ; - 50% : Après notification aux entreprises par le maître d'ouvrage du ou des marchés de travaux
VISA	100% proportionnellement à l'avancement des travaux
DET	<ul style="list-style-type: none"> - 85% proportionnellement à l'avancement des travaux - 15% à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
AOR	<ul style="list-style-type: none"> - 25% : à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception - 25% : à la remise du dossier des ouvrages exécutés - 25% : à l'achèvement de la levée de la dernière réserve. - 25% : à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement
OPC	<p>Le règlement des sommes dues au titulaire du marché fait l'objet d'acomptes périodiques établis suivant l'avancement des travaux, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30 % à l'ordre de service prescrivant le début des travaux de bâtiment - 40% à la mise hors d'eau/hors d'air des bâtiments - 30% à la réception sans réserve ou à la levée des réserves
Missions complémentaires	100% après acceptation par le maître d'ouvrage des prestations correspondantes.

10. 1. 2 - Décompte périodique

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fera l'objet **d'acomptes** calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état périodique, dans les conditions ci-après définies.

Le décompte périodique valant demande de paiement d'acompte correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre depuis le début du marché jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG MOE, le décompte périodique est daté et comporte, selon le cas :

- les références du marché ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations exécutées correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires éventuels ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- en cas de groupement conjoint, ou solidaire si les paiements sont répartis entre les membres, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision ou d'actualisation des prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les avances à rembourser le cas échéant ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Il fait apparaître notamment les pénalités qui peuvent être appliquées. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

L'acompte périodique du mois "m" est calculé par la différence entre deux décomptes successifs.

10. 1. 3 - Décompte général, paiement final, paiement partiel définitif

La demande de paiement finale est établie, conformément à l'article 10.1.2 ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG MOE par le titulaire, dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière décision d'admission prise dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire transmet le décompte final qui comporte les parties suivantes :

une récapitulation des acomptes, et/ou règlements partiels définitifs pour chaque tranche le cas échéant, perçus pour l'ensemble des prestations du marché, le cas échéant, une demande de paiement correspondant : aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ; au solde du marché.

En cas de marché fractionnés en tranches, à l'issue de chaque tranche, le titulaire établit un projet de décompte partiel et définitif, présenté selon les mêmes modalités que ci-dessus. Il sera établi un seul décompte général pour l'ensemble du marché.

Sur la base du décompte final, le maître d'ouvrage établit et notifie le décompte général, et procède aux paiement des sommes qu'il admet, conformément aux dispositions de l'article 11.8 du CCAG MOE.

Lorsque le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire, à la date du signature du décompte général, conformément aux dispositions de l'article 11.8.2 du CCAG, le décompte général est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet du litige ou de la réclamation en cours.

10. 1. 4 - Délais de paiement et intérêt moratoires

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

10. 1. 5 - Présentation des factures au format dématérialisé

Chorus :

L'obligation de transmission des demandes de paiement sous forme électronique est entrée en vigueur de façon progressive en fonction de la taille des entreprises, en application du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

En tant qu'établissement public, Morbihan Habitat a l'obligation de traiter les factures liées à ses marchés publics par voie électronique, à partir de l'application Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Cette disposition s'applique aux titulaires et aux sous-traitants admis au paiement direct.

Les informations de dématérialisation correspondant à ce marché seront communiquées par courriel au titulaire du marché après notification.

Contexte juridique:	Obligation de dépôt sous CHORUS conformément à la Loi « PACTE » n° 2019-486 du 22 mai 2019
Adresse de contact:	Morbihan Habitat 6 avenue Edgar Degas 56000 VANNES
N° SIRET du compte CHORUS Pro :	275 600 047 000 11

Conditions de règlement:	Virement bancaire dans les 30 jours suivants le dépôt de la facture sous CHORUS PRO				
Factures à déposer sous CHORUS Pro :	Factures relatives aux engagements passés par Morbihan Habitat à l'exception des marchés liés aux concessions d'aménagement et mandat d'ouvrages publics.				Concessions d'aménagement et mandats d'ouvrages publics
Nouveaux codes services:	DCFI (à utiliser à compter du 11 décembre 2023)				MH_Amt (inchangé)
Pour rappel, anciens codes services supprimés	VGH, CTR, MRC, CDE, HEG, INV, BSH_FACT				MH_Amt
Références d'engagement figurant sur nos commandes :	Pour les bons de travaux : BT-CODE ENGAGEMENT ULIS	Pour les bons de travaux urgents : BU- CODE ENGAGEMENT ULIS	Pour les situations de travaux : OS- CODE ENGAGEMENT ULIS	Pour les bons de commande : BC- CODE ENGAGEMENT ULIS	Factures d'aménagement : (non concerné)

ATTENTION :

Le numéro d'engagement doit impérativement être renseigné sous CHORUS Pro (cf. copie d'écran ci-dessous).
A défaut, la facture sera directement rejetée.

Date de facture :
07/07/2023

Format de dépôt :
DEPOT_PDF_PORTAIL

* Devise :
EUR - Euro européen

Type
☒ Facture ☐ Avoir

* N° d'engagement : ?
BT-240000X

Rechercher

CHAPITRE 4 –RÉSILIATION ET LITIGES

ARTICLE 11 - RESILIATION

11. 1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 31 du CCAG MOE, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de cet article 31, l'indemnité de résiliation est fixée à 3 % du montant initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

Par dérogation aux articles 31 et 32.2.2.4 du CCAG MOE, dans le cas d'un marché à tranches, ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

11. 2 - Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 30 et 34 du CCAG MOE avec les précisions suivantes :

Dans le cas d'une exécution aux frais et risques du maître d'oeuvre, et **par dérogation à l'article 32.5 du CCAG MOE**, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre est rémunérée avec un abattement de 10 %.

En complément à l'article 30 du CCAG MOE :

- En cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- En cas de non-production des pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 8 jours à compter de sa notification, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

11. 3 - Résiliation en cas de non-respect des engagements sur le coût des travaux en phase étude

En complément de l'article 30, si les conditions de l'article 6.2 du présent CCAP ne sont pas remplies, le contrat de maîtrise d'œuvre pourra être résilié sans indemnité. Les prestations déjà accomplies seront rémunérées sur la base des modalités du contrat.

Toutefois, **par dérogation à l'article 32.3 du CCAG MOE**, la rémunération de l'élément de mission sur lequel le maître d'œuvre s'est engagé, sera affectée d'un abattement au moins égal à 20 %.

11. 4 - Modalités de résiliation dans le cadre d'un groupement

Les articles du CCAG MOE, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 30) et de la résiliation pour évènement extérieurs (art. 28) peuvent s'appliquer à un seul des cotraitants du groupement dès lors qu'il se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

ARTICLE 12 - LITIGES ET DIFFERENDS

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique et à l'article 35 du CCAG MOE, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif :

Tribunal Administratif de RENNES, Hôtel de Bizien 3 Contour de la Motte, - CS 44416, F-35044 Rennes FRANCE

Tél. 02 23 21 28 28. / Fax 02 99 63 56 84. E-mail : greffe.ta-rennes@juradm.fr

<http://www.ta-rennes.juradm.fr>

CHAPITRE 5 – DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Articles du CCAG Maitrise d'œuvre auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
3.5.4	1.5.3
4.1	3
9.1.3	4.1.1
14	6.4
16.2.1 et 16.2.2	8
16.2.3	8.2.1
20.4.2	8.2.2
16.2.3	8.3.2 et 8.4.2 et 8.6.2
31 et 32.2.2.4	11.1
32.5 et 32.3	11.2
32.3	11.3

Articles du CCAG travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
3.8	7.1